POUR SA TROISIÈME ÉDITION

Le Salon national de la formation se tiendra prochainement

La 3e édition du Salon national de la formation se tiendra du 16 au 18 janvier en cours, au Palais de la culture, à Alger. Organisé sous le thème de «la formation professionnelle par apprentissage et par alternance, ses apports et ses enjeux pour les entreprises», l'événement va réunir les fournisseurs de formation et les entreprises en quête de partenaires pour la prise en charge de leur plan de formation interne.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Selon Ali Belkhiri, commissaire du Salon, les entreprises se doivent de se mettre à niveau pour être compétitives. Pour ce faire, dit-il, elles doivent s'adapter aux nouvelles méthodes de gestion. D'où, poursuit-il, la nécessité de mettre en place des plans de formation interne pour la mise à niveau de la ressource humaine.

«Il faut profiter de la crise actuelle, les entreprises doivent se développer et mettre un nouveau modèle économique pour se lancer dans la production des biens et des services et être compétitives pour se placer sur le marché national, puisque nous n'avons pas d'argent suite à la chute des prix du pétrole pour importer tout ce qu'on veut, les entreprises locales, privées ou publiques, doivent se substituer à l'importation et aux entreprises étrangères», a souligné M. Belkhiri qui s'exprimait hier au forum du quotidien *El Moudjahid*.

Ce Salon, dit-il, se veut être un carrefour de rencontres entre les fournisseurs de formation et les entreprises en quête de partenaires pour la prise en charge de leur plan de formation interne ainsi que le public à la recherche d'offres de formation individuelle ou de recrutement par alternance ou apprentissage. Les contrats par alternance, explique-t-il, sont des contrats de travail incluant une formation diplomante ou qualifiante et s'adressent aux jeunes.

Le Salon réunira plusieurs institutions de formation continue et les visiteurs, souligne son initiateur, disposeront pendant les trois jours du Salon d'informations liées aux différents dispositifs de formation ainsi que ceux de recrutement par alternance et par apprentissage, la réglementation dans ces domaines, les programmes des formations, les diplômes, les métiers et les carrières.

Photo : DR

Nécessité de mettre en place des plans de formation interne.

L'événement prévoit aussi des conférences, des ateliers et des tables rondes thématiques abordant les grandes questions de la formation.

S. A.

EN VISITE À ORAN

Colère du ministre des Ressources en eau

Hier, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, était en visite de travail à Oran où il n'a pas caché son scepticisme quant au fonctionnement de la station d'épuration d'El Kerma, qui devrait reprendre du service en fin de semaine après un arrêt de plus d'une année, suite à un incident au niveau des bassins d'aération. Un coup de gueule légitime au vu du coût de ce méga-projet estimé à 7 milliards de dinars. «J'aimerais bien connaître les résultats des expertises que vous avez menées sur ces désordres qui se sont produits au niveau de cette importante station. Ça donne quoi ?», dira le ministre.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Le ministre s'est offusqué de voir cet important projet à l'arrêt et voulait qu'on lui explique les raisons des soucis qu'a rencontrés cette station. «C'est la deuxième station d'épuration la plus importante après celle d'Alger, jusqu'à ce que les désordres sont apparus et dont on ignore encore les raisons.»

Considérée comme étant l'une des grandes réalisations du développement de la wilaya d'Oran, la station d'épuration d'Aïn El-Kerma, en panne depuis le 4 août 2014, fait, depuis, l'objet de travaux de réhabilitation. Durant sa période d'arrêt, les eaux usées d'Oran se déversent dans la nature. Sa réception définitive et transfert à la SEOR ont eu lieu au mois de mai 2011. Le projet a coûté 7 milliards de dinars et le montant de sa réhabilitation risque d'être conséquent.

Voulant rassurer le ministre, les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires de la station n'ont de cesse tenter de convaincre le ministre : «La réhabilitation a été faite», le ministre interrompt ses interlocuteurs et réplique «qu'est-ce qui a provoqué ce désordre ?» En réponse, on lui explique que c'est dû au mouvement de la nappe. Le ministre enchaîne «et les études de sols quand vous les avez faites le premier jour, la nature du sol ça donnait quoi ?». On lui explique qu'à l'époque, le niveau était stable mais que cette fois-ci, la nappe a dépassé le niveau maximum.

Photo : Samir Sid

Abdelouahab Nouri.

Toujours pas convaincu le ministre demande «est-ce que la réhabilitation ne risque pas de subir le même sort ?». Son interlocuteur lui explique «la réhabilitation a été confiée à l'entreprise chinoise qui a réalisé le génie civil, ces deux bassins vont nous permettre de traiter plus de 120 000 m³ et ce qu'on reçoit actuellement, ce sont 80 000 m³ en attendant de réhabiliter les deux autres bassins. Suite aux travaux de renfoncement, les essais sont concluants et la mise en service devrait se faire ce jeudi».

Le ministre n'a pas manqué de faire rappeler «nous devons à tout prix préserver le statut d'Oran, en tant que métropole, beaucoup d'efforts ont été fournis et déployés, beaucoup de résultats sont là et ce serait aberrant que de voir encore un tiers des eaux usées se déverser en mer. Notre pays s'est engagé à zéro rejet en mer Méditerranée à l'horizon 2020, donc nous n'avons pas le droit de tergiverser, ce n'est pas maintenant que nous allons reculer». Evoquant à nouveau la crainte de la sécheresse face à une pluviométrie quasi absente, le ministre a rappelé que le taux de remplissage de l'ensemble des barrages dépasse les 70% mais fera, néanmoins, remarquer que cela ne veut pas dire «que nous ne réfléchissons pas à un programme spécial pour l'utilisation raisonnable de ce liquide précieux, une matière pour laquelle l'Etat fait d'énormes dépenses, il faut la préserver, car nous appartenons à une région qui souffre de la sécheresse. Il faut reconnaître que nous dépensons beaucoup et nous abusons dans l'utilisation de cette matière précieuse».

Tel que déclaré lors de ses précédentes visites de travail, Abdelouahab Nouri dira que pour l'heure rien n'est prévu pour l'augmentation du prix de l'eau, «ce n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement», dit-il.

A. B.

IL SERA IMPLANTÉ À BOU-ISMAÏL

Un centre d'excellence dédié aux TIC et à la téléphonie pour bientôt

L'Algérie vient de se doter d'un instrument unique dédié au développement des nouvelles technologies du numérique, à travers la réalisation à Bou-Ismaïl d'un Centre national d'excellence dédié aux technologies de l'information, de la communication et de la téléphonie.

La récente visite à Bou Ismaïl de M. Mohammed Mebarki, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et du directeur général d'Algérie Télécom sont autant d'indices qui caractérisent l'importance et l'enjeu d'un tel établissement pour le futur de l'Algérie.

C'est d'ailleurs à ce titre que M. Mebarki a tenu à préciser, dans son allocution d'ouverture à destination des cadres d'Algérie Télécom et des cadres du staff de la wilaya de Tipasa, que «l'amélioration de l'acte de formation et la qualification de la ressource humaine, selon les évolutions technologiques du monde, demeurent aujourd'hui parmi les mesures les plus appropriées pour faire face aux mutations économiques de l'heure», a tenu à rappeler le ministre, qui ajoute qu'il a été adopté «une nouvelle démarche basée essentiellement sur une plus grande ouverture de nos établissements de formation sur leur environnement socio-économique».

Dans cette perspective, M. Mebarki a indiqué que «le développement du partenariat avec les entreprises économiques, à l'effet de déterminer de manière collégiale les spécialités à ouvrir et les contenus de formation, ainsi que l'impact à donner à ces spécialités en vue d'une adéquation de la formation aux besoins du développement».

Définissant l'objectif des centres d'excellence, le ministre précisera «qu'ils s'inscrivent comme une réponse aux changements et aux mutations technologiques dans le monde...».

Ainsi, le centre d'excellence de Bou-Ismaïl permettra, selon l'orateur, de «propulser les technologies de l'information, de la communication et des métiers de la téléphonie notamment par la formation et la mise à disposition du marché de l'emploi de compétences spécialisées».

M. Azouaou Mehmel, le P-dg d'Algérie Télécom, prenant la parole à son tour, mettra l'accent dans ce contexte sur la formation d'une ressource humaine qualifiée, qui constitue un apport majeur à la formation supérieure acquise dans nos établissements supérieurs. Il dira à ce propos : «Il faut que l'élément humain joue un rôle pratique majeur dans les TIC, et dans tous les domaines de l'économie. On a mobilisé nos cinq constructeurs partenaires à l'instar de Cisco, Huawei, Microsoft et d'autres partenaires afin de former nos potentialités dans ces nouvelles technologies, au sein de ce centre d'excellence de Bou-Ismaïl», il ajoute plus loin que «les programmes de formation ont été identifiés et finalisés ainsi que les secteurs auxquels seront dédiés ces qualifications et ces spécialités, à travers les micro-entreprises que l'Ansej a réussi à mettre en place et à homologuer».

Houari Larbi